

Concertation sur la réforme de l'asile

Fiche n°7

Procédure d'examen prioritaire applicable à des étrangers originaires de pays d'origine sûrs (POS)

Etat du droit : en application du CESEDA, les demandes d'asile présentées par des étrangers originaires de pays considérés comme des pays d'origine sûrs, (*s'il veille au respect des principes de liberté, de la démocratie et de l'état de droit, ainsi que des droits de l'homme et des libertés fondamentales*"), et figurant sur une liste établie par le conseil d'administration de l'OFPPA, peuvent se voir appliquer la procédure prioritaire (voir fiche n° 6). Cette procédure est autorisée par la nouvelle directive.

- Scénario 1- Suppression de la liste des POS

Cette option garantirait qu'une demande d'asile est examinée exclusivement en raison de ses mérites intrinsèques personnels qui ne sont pas nécessairement proportionnels à la situation générale d'un pays. Elle pourrait être soutenable si en contrepartie existe un dispositif appliquant la PP à des demandes manifestement infondées en raison de l'absence totale de mérites intrinsèques (cf. directive). Elle est cependant susceptible de conduire à une hausse de la demande d'asile en provenance de pays qui, de manière générale, ne génèrent pas de demandeurs d'asile en besoin réel de protection.

- Scénario 2 - Supprimer la liste nationale des POS et mettre en place un système de liste commune aux Etats membres

Cette option garantirait une plus grande impartialité dans l'établissement de la liste et renforcerait sa légitimité. Mais cette possibilité, qui figurait dans la directive procédure initiale, n'est plus prévue par la nouvelle directive.

– Scénario 3 - Maintenir une liste des pays d'origine sûrs dans un cadre juridique rénové

- en adoptant une liste resserrée, strictement conforme aux critères de la directive,
- en revoyant les conditions de désignation des POS : élargissement des personnalités statuant sur la liste, information mise à disposition préalablement...
- en mettant en place des mécanismes d'urgence, permettant la suspension ou la radiation de certains pays en urgence.